

FISCALITÉ L'imposition sur les bénéfices permet de financer nombre d'infrastructures utiles aux entreprises et de limiter les inégalités sociales.

Les bonnes raisons d'avoir un impôt sur les sociétés

Les chefs d'entreprise sont comme tout le monde : ils n'aiment pas payer des impôts sur leurs activités ! Pourtant, comme le montre l'ONG britannique Tax Justice Network dans une étude récente, l'impôt sur les bénéfices a des effets économiques et sociaux

importants qui en font un outil macroéconomique essentiel.

Un pilier de la fiscalité

Lorsque les entreprises font des profits, les gouvernements cherchent à en prélever une part

afin de s'assurer qu'elles paient leur juste contribution au financement des infrastructures publiques (écoles, justice, routes, etc.) qui ont contribué à les réaliser. Or, si les firmes trouvent normal de payer des dividendes aux investisseurs qui leur ont apporté du capital privé, elles ont tendance à vouloir éviter de rémunérer les Etats qui leur fournissent du capital public.

Pourtant, l'impôt sur les bénéfices joue un rôle clé dans les systèmes fiscaux. D'une part, parce qu'il est source de revenus pour financer ces infrastructures dont la société et les entreprises ont besoin. D'autre part, parce qu'il est l'un des outils qui permet de taxer les plus riches et de tenter de maîtriser les inégalités : s'il devait disparaître, les plus aisés transformeraient leurs revenus en bénéfices de sociétés non imposables. C'est d'ailleurs en partie parce qu'ils avaient recours à ce type d'artifices que l'impôt sur les bénéfices a été introduit autour de la Première Guerre mondiale.



Michel Sapin, ministre des Finances, chez Krya à Bazainville (Yvelines). La fiscalité n'est pas un outil efficace de renforcement de la compétitivité.

L'actualité des études

► **La Chine est de moins en moins l'atelier du monde.** C'est ce qui ressort d'une récente étude du Cepii, menée par Françoise Lemoine et Deniz Ünal. Elles décomposent le commerce extérieur chinois en deux sous-ensembles : le commerce de *processing*, correspondant aux opérations internationales d'assemblage (j'importe des composants et des pièces détachées que j'assemble pour les réexporter), et le commerce ordinaire, où les exportations consistent essentiellement en produits fabriqués localement et où les importations sont principalement destinées à la demande intérieure. Si le poids de la Chine dans les échanges mondiaux continue à progresser, c'est essentiellement dû aux exportations ordinaires, qui dépassent celles de *processing* depuis 2011. Les exportations ordinaires sont principalement à destination des pays en développement et émergents,

et le poids des biens d'investissement y est en très forte expansion. Elles sont surtout le fait des entreprises privées chinoises, qui ont supplanté en ce domaine les entreprises publiques.

A consulter sur www.cepil.fr

► **Le dernier numéro de la revue Comptabilité(S) est consacré à la tenue des comptes dans l'Antiquité.** Les buts des documents comptables ressemblaient aux nôtres : des dénombrements et des estimations à des fins fiscales, côté public, le suivi des affaires, côté privé. Dans des archives du III^e siècle avant notre ère, on note quelques astuces pour échapper aux exigences fiscales. Une pratique moderne aux origines visiblement lointaines !

A consulter sur <http://comptabilites.revues.org>

alter ecoi D'autres études sur alterecoplus.fr dans la rubrique « En direct de la recherche »

Une course vers le bas

De nombreux travaux universitaires montrent que la fiscalité n'est pas le premier critère présidant au choix d'implantation des multinationales. Elle n'est donc pas un outil efficace de renforcement de la compétitivité. A l'inverse, l'impôt sur les bénéfices prélève des revenus d'un acteur privé pour le donner à un acteur public, qui l'investit dans l'éducation, les réseaux de communications, etc., autant d'éléments qui servent la compétitivité structurelle d'un pays. De plus, par effet de ricochet, toute annonce de diminution incite les autres pays à suivre le même chemin dans une course vers le bas qui ne profite à personne.

Comme tout impôt, celui sur les bénéfices force les entreprises à établir des comptes. Une transparence qui permet de vérifier leurs activités et de surveiller la délinquance en col blanc. L'impôt sur les sociétés est aussi l'un des soutiens de la démocratie.

■ Christian Chavagneux

en savoir plus <

> « Ten Reasons to Defend the Corporation Tax », Tax Justice Network, mars 2015.